HAL
open science

Philippe Nivet, La France occupée, 1914-1918

Elise Julien

To cite this version:

Elise Julien. Philippe Nivet, La France occupée, 1914-1918. Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, 2012, pp.218-220. 10.3917/rhmc.594.0218 . hal-03218406

HAL Id: hal-03218406

https://hal.univ-lille.fr/hal-03218406

Submitted on 12 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Philippe Nivet, *La France occupée 1914-1918*, Paris, Armand Colin, 2011, 480 p. [ISBN 9782-200-35094-9]

Philippe Nivet publie un ouvrage qui se présente comme une synthèse sur l'occupation en France pendant la Première Guerre mondiale. Il considère en effet le temps venu de reprendre la multitude d'études rédigées sur le sujet, notamment les témoignages récemment parus, les mémoires universitaires portant sur l'expérience de l'occupation à l'échelle locale, ou encore les études plus vastes produites sur la Belgique et le Nord de la France. Cet ouvrage arrive un an après celui d'Annette Becker, *Les cicatrices rouges*, qui se consacrait au Nord de la France et à la Belgique. Ici, c'est l'ensemble du territoire français occupé qui est considéré, soit 3,7% de la surface et 8,2% de la population nationales, le tout réparti sur dix départements.

Il en résulte un ouvrage assez volumineux qui, outre le texte proprement dit, comporte deux cartes de situation, un cahier central de documents, une cinquantaine de pages de notes, une liste de sources et une bibliographie, deux index de noms propres. Le texte se compose quant à lui de seize chapitres regroupés en quatre parties qui abordent successivement et logiquement les différents moments du conflit : la mise en place de l'occupation allemande, les conditions de vie qu'elle impose, l'attitude variable des occupés face à ces conditions et, finalement, la fin de l'occupation et les difficultés qu'elle entraîne.

Dans la première partie (La France, un territoire germanisé), Philippe Nivet se concentre sur l'action de l'occupant dans les territoires envahis. Dès lors que la ligne de front se stabilise, ces territoires sont radicalement coupés du reste du pays, ils deviennent le terrain d'une installation durable des troupes allemandes, ils se trouvent soumis à l'administration militaire et ils subissent selon l'auteur une politique de « germanisation » à la fois culturelle et économique. Tandis que la germanisation culturelle passe par le contrôle sévère de l'information, par l'inscription de la présence allemande dans le paysage et son empreinte dans l'espace public, ainsi que par quelques tentatives d'imposition de l'allemand dans l'enseignement, la germanisation économique relèverait d'une politique plus systématique encore, combinant réquisitions, contributions obligatoires et pillage des ressources ; après l'échec devant Verdun, cette politique serait toujours plus comprise comme un moyen non seulement de servir l'économie allemande, mais encore d'empêcher le relèvement économique français.

Dans la deuxième partie (Vivre sous l'occupation allemande), le regard de l'auteur change en quelque sorte de camp pour se porter en priorité sur les occupés, afin de rendre compte des conditions de vie subies par les populations au plus près de leur vie quotidienne. Le panorama va des privations de liberté au travail forcé et aux déportations, en passant par les pénuries – lourdes de conséquences pour la situation alimentaire et sanitaire de ces régions, mais qui sont aussi l'objet d'une propagande contre le blocus allié – et les effets des opérations militaires que sont notamment les bombardements. Les témoignages privés trouvent ici une large place pour alimenter ce portrait détaillé des occupés en victimes particulières de la guerre.

Dans la troisième partie (L'attitude des occupés), le regard reste certes porté sur les occupés, mais pour les saisir dans une position plus active. A partir de catégories en usage dans l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale, le chapitre s'efforce en effet de repérer et de décrire toute une gamme de comportements vis-à-vis des occupants. Celle-ci s'étend des actes de résistance (indifférence, refus, désobéissance, sabotage ou organisation de réseaux) aux phénomènes de rapprochement (notamment par l'hébergement des soldats dans les familles, qui peut déboucher sur de la sympathie, voire de l'amitié, ou sur des relations sexuelles et amoureuses) et jusqu'à la collaboration ouverte (qu'elle soit économique, intellectuelle ou politique).

Dans la quatrième partie (Sortir de l'occupation), l'attention est tournée vers la fin du phénomène et vers ceux qui sortent de leur situation d'occupés. Dès les années de guerre, les rapatriements se sont multipliés jusqu'à concerner 500.000 personnes entre 1914 et 1919, le plus souvent évacuées par la Suisse. Mais cette partie sur la sortie de l'occupation se concentre surtout sur la période qui suit la fin de 1918. De même que l'historiographie de la Grande Guerre s'intéresse depuis quelques années aux sorties de guerre, l'analyse de ce qui se joue dans les sorties de l'occupation permet d'éclairer le phénomène sous un jour nouveau. On saisit notamment les tiraillements et les tensions qui traversent la société et qui révèlent après-coup certains antagonismes du temps de guerre ; les ruptures s'affirment alors entre les occupés et leurs compatriotes « libres » ou au sein des sociétés locales. Les désillusions se multiplient rapidement devant les difficultés de ravitaillement, réveillant le sentiment d'avoir été oublié pendant quatre ans, réveillant également les désirs de vengeance contre ceux et celles qui se seraient compromis. Le besoin de surmonter ces ruptures, d'affirmer un consensus et de retrouver une légitimité s'exprime dans la thématique de la reconstruction, qu'elle soit morale (par la mise en valeur des résistances et la mise en cause des collaborations) ou économique (devant l'ampleur des destructions et la nécessité d'une relance).

Les sources primaires rassemblées pour la rédaction de cet ouvrage sont multiples : articles de presse, procès-verbaux d'interrogatoires, témoignages recueillis auprès des rapatriés, carnets et journaux intimes, comptes rendus de procès. Ces sources permettent notamment de couvrir l'ensemble de l'espace considéré. Pour autant, on peut regretter qu'il s'agisse de sources exclusivement françaises, dès lors qu'il s'agit d'étudier un phénomène intrinsèquement transnational. Ainsi, dans la première partie, l'action des Allemands n'est traitée qu'à travers des sources « ennemies ». L'analyse en ressort fortement influencée par des discours de l'entre-deux-guerres qui décrivent volontiers les velléités de germanisation culturelle ou la réalisation d'un plan d'anéantissement de l'économie française, afin de mieux les dénoncer. Faute d'une documentation adaptée, les intentions des autorités allemandes ou le mode d'administration mis en place dans les régions occupées demeurent ici des angles morts.

L'usage de ces sources correspond en outre à une démarche essentiellement descriptive, dans laquelle les témoignages mobilisés le sont surtout à titre d'illustration des affirmations avancées. La prise en compte des conditions de production des différentes sources utilisées et une critique plus poussée permettraient de soulever la question des intentions des acteurs, celle de la fiabilité et de la valeur de leurs témoignages et de ce que l'on peut légitimement en tirer. A défaut, l'auteur a tendance à généraliser la situation décrite dans un ou plusieurs témoignages sans que ceux-ci ne soient systématiquement replacés dans leur contexte spatial, temporel ou social, au risque de rendre exemplaires des situations ou des discours particuliers et de donner une image trop globalisante de l'occupation allemande en France pendant la Grande Guerre.

A une échelle plus globale, la réalité décrite n'est pas non plus confrontée à celle d'autres territoires ou d'autres expériences d'occupation, même proches, qui permettraient de mieux cerner la spécificité de cette occupation particulière. Si des témoignages réunis dans l'ouvrage soulignent que les Allemands de la Seconde Guerre mondiale n'ont pas innové par rapport à leurs aînés de la Première Guerre mondiale, on peut également rappeler que les prises d'otages sont déjà constatées dans l'armée prussienne lors de la guerre de 1870-1871 ; que les pillages et les destructions par des soldats se retrouvent dans bien des contextes de combat, y compris entre co-nationaux ; que le démontage d'usines et la politique d'acculturation sont des phénomènes largement observés en zone d'occupation française après la Seconde Guerre mondiale. Pour en rester à la Grande Guerre, les travaux en cours de Larissa Wagner (sur l'occupation allemande dans le Nord de la France) et de Nicolas Beaupré (sur l'occupation française de l'Allemagne après 1918) devraient bientôt fournir un contrepoint bienvenu à l'ouvrage de Philippe Nivet.

La richesse des sources reste néanmoins une force incontestable de cet ouvrage, qui rassemble une impressionnante collection de documents et d'anecdotes vivantes, venant utilement restituer la complexité de l'expérience de l'occupation : il dessine finalement une mosaïque de situations, de même qu'il laisse entrevoir une large palette de relations quotidiennes possibles sous l'occupation. Plus encore qu'une synthèse, on peut y voir une invite à explorer plus méthodiquement ces thématiques, dans le cadre de travaux internationaux et pluridisciplinaires sur le thème de l'occupation en temps de guerre.

Élise JULIEN,
Institut d'Etudes politiques (IEP) de Lille,
Institut de Recherche en histoire du Septentrion (IRHiS)